



COMPTE RENDU
CSE Réseau Régional
5 ET 6 DECEMBRE 2018

Pour ce premier CSE ordinaire du réseau régional, 2 jours TRÈS chargés, même si quelques points ont été reportés. La direction avait un temps affiché sa volonté de ne tenir ce CSE que sur une journée... C'est dire sa considération pour ces nouvelles instances.

Olivier Montels, directeur du réseau régional, était d'ailleurs absent (en visite dans une station régionale) et ne sera probablement là qu'un jour sur deux lors des prochaines réunions. C'est donc le DRH du réseau, Olivier Godard qui présidait la réunion. A noter que nous serons désormais privés des questions diverses, qui dans les anciens CE, permettaient d'évoquer les sujets urgents du moment où qui n'avaient pas leur place dans les points de l'ordre du jour. Pour étouffer les problèmes du terrain, y'a pas mieux ! (Voir lien en PJ 05/12/18) et cela interroge aussi sur la sécurisation des sites de France 3.

Le SNJ repose la question : Alors que de nouvelles agressions ont encore eu lieu, que compte faire la direction pour protéger les journalistes? Le DRH avait prévu une réunion audio avec les directeurs régionaux ce vendredi pour décider de mesures de protection des personnels et des sites (elles vous sont parvenues par mail ce vendredi).

Selon Bernard Loche, directeur de l'information du Réseau, une cinquantaine de problèmes ont été recensés dans les stations régionales de France 3. Les consignes concernent également le numérique, sur lequel arrivent aussi insultes et menaces...

Les élus demandent du personnel supplémentaire sur le terrain. Olivier Godard affirme que dans ces circonstances exceptionnelles il n'y aura pas de problème sur des dépassements d'ETP, et n'exclut pas l'embauche d'agents de protection.

- **Le CSE a procédé à la désignation d'élus dans de nombreuses commissions, instances,...**
Exemples :

- Les RP en Bretagne et Bourgogne, ce qui n'avait pas fait lors du dernier CSE.
- Les membres des commissions obligatoires et non obligatoires du CSE (emploi-formation, Economique-structure, etc...).
- Les Présidents et vice-présidents des ASC locales (= dans chaque Antenne).
- Concernant la gestion des 7 cantines du Réseau, les représentants du CSE ont tous été nommés sauf pour celle de Toulouse, où il n'y avait aucun candidat... Un conflit a eu lieu entre les personnels de cette cantine et les élus gestionnaires, qui ont jeté l'éponge. Pas simple... si bien que la trésorière du CSE, Annabelle Igier (CGT) accepte de reprendre la gestion provisoirement.

Par la suite, un appel au volontariat sera fait aux autres entreprises qui partagent ce restaurant avec France 3. Et si aucun de leurs élus ne veut en reprendre la gestion, la seule solution serait alors l'externalisation...

-Point sur la mise en place des représentants de proximité du Réseau France 3:

Tout comme au CSE, les questions diverses ne sont pas prévues pour les représentants de proximité... et la DRH refuse la présence régulière des délégués syndicaux. Selon les élus, cela ne permettra pas d'être au plus près des événements récents nécessitant un traitement rapide dans les services. Le DRH dit que dans ce cas, ils pourront quand-même être abordés...

La direction aimerait sans doute faire des instances version Macron une coquille vide... à nous de ramer de plus en plus difficilement à contresens...

-Information sur le déploiement de Concur :

Un sujet qui a occasionné de longues discussions, car les nombreux soucis de démarrage sont loin d'être réglés avec ce logiciel Yankee ...Mais rassurez-vous braves gens, il y a des tutoriels! Ils sont peu compréhensibles, des infos y manquent, et la direction ne veut toujours pas planifier cette « formation » au rabais sur le temps de travail...

Elle pense qu'avec des « digital bar » et des réunions « Webex » on peut « dédramatiser »... Elle a mis en place des « référents » dans chaque région, mais beaucoup dans les Antennes ne savent pas qui est leur référent Concur...

C'est l'occasion pour nos dirigeants d'employer des mots qui résonnent étrangement: sur Concur, il faut s'«enrôler», certaines directions de FTV ont choisi d'entrer dans Concur soit en mode progressif soit en mode « Big Bang »...

Déni et langue de bois aussi: selon la direction, dans les Antennes, le déploiement de Concur se fait dans de très bonnes conditions (!!!), selon les retours « du terrain » (NDLR : c'est à dire des DRH et IRH !!!).

Partout, les assistantes sont très sollicitées par les salariés, cela leur prend beaucoup trop de temps. Tout cela pour plus tard, demander à certaines, de partir sur d'autres postes parce que la direction, malgré ses dénégations, compte sur les logiciels de dématérialisation pour leur enlever du travail... Les assistantes ont été formées, mais parfois en même temps que les salariés... ne pouvant ainsi pas leur expliquer nombre de détails... La direction leur propose donc un plan de formation à venir.

Des élus soulèvent la question des CDD, dont certains, grâce à Concur, ont parfois plusieurs centaines, voire milliers d'euros en attente de remboursement... Olivier Godard affirme que pour eux, les avances sur frais perdurent.

-Projet de déménagement de F3 Ile-de-France :

Après l'incendie de la régie de France 3 à Vanves, la direction compte rapatrier les salariés d'IDF dans les locaux du Siège. Avec tout ce que cela refait surgir sur les craintes d'absorption, voire de disparition de cette station régionale, ou tout simplement sur une cohabitation qui – si on ne la préparait pas bien en amont- risque d'être difficile : être pris pour « les péquenards » du national, voilà une des craintes de Vanves.

Frédéric Hertz, chef de centre à Vanves, pilote ce projet. Sur les 169 salariés de Vanves, 95 resteront rattachés à F3 Ile-de-France, les autres seront rattachés au Siège. Entre le recueil des souhaits d'affectation des salariés et ce qui peut leur être proposé, Frédéric Hertz affirme que ça colle à 95%.

Cependant, des élus notent qu'avec 44% de leurs effectifs qui seront absorbés par le national, c'est le début de la fin de France 3 IDF...

Le référent de la direction est d'accord pour mettre en place un plan de prévention des risques professionnels, afin d'accompagner cette opération délicate.

-Renouvellement des régies de Rouen, Reims et Nancy :

L'exploitation de ces nouvelles régies regroupera deux postes en un : là où jusqu'à présent officiait une scripte + un vidéo pour la mise à l'antenne des sujets et des synthés, c'est désormais la seule scripte qui pourra piloter le tout via un nouvel outil baptisé « Overdrive ». Laurent Lemaire, directeur de la coordination et de la performance opérationnelle, explique qu'à terme le nombre de vidéo restera le même, mais que cela permettra d'en repositionner un sur d'autres tâches, comme du dépannage sur un banc de montage, plutôt que de le maintenir bloqué en régie lors des diffusions et plus particulièrement celles des journaux télévisés.

Les élus craignent que cela se traduise en réalité par la suppression pure et simple d'un poste de vidéo...

-Les projets de rapprochements avec France Bleu seront examinés au prochain CSE, dans moins de 15 jours. Une urgence, car c'est à la mi-décembre que les deux sites pilotes, Antibes et Toulouse, commencent ce partenariat pour les matinales.

-Grille de rentrée (janvier à juin 2019) :

Principal changement : le déplacement de l'émission matinale de 9h50 à 10h50, horaire espéré plus favorable. Cette nouvelle émission s'appellera « Ensemble, c'est mieux ». Comme son nom l'indique, elle se fera l'écho d'actions de solidarité dans chaque région.

Des modules (1 module Data et 1 épisode de feuilleton racontant une histoire collective) seront réalisés par une société de production externe (EDEN). Encore une ! Ils seront fournis à chaque région, pour un montant de 3000€/mois. Un fil à la patte pour les matinales, moins libres de produire ce qu'elles veulent... même s'il est dit officiellement qu'elles peuvent choisir de s'en passer.

Quant à France 3 Midi-Pyrénées, elle va expérimenter l'externalisation de la météo. En attendant que cette pratique se généralise, impossible d'en obtenir oralement le coût en CSE...

Autres annonces : le magazine « In situ » s'arrête, et « Réseau d'Enquêtes », qui gagne en audience, sera diffusé dans toutes les antennes de F3.

-Les « MIF » (moyens internes de fabrication) et « La Fabrique »:

La direction emploie maintenant le terme « la Fabrique », un label qui désigne la Direction interne des moyens de fabrication (MIF), donc la Filière, sur l'ensemble des sites de production. Pour les instances du personnel, cette direction est rattachée au CSE réseau.

Les cadres ont identifié les salariés qui seront nommés dans cette Direction, dont certains prendront leurs postes en janvier.

En vue des frais de mission, on a demandé à ses salariés leur feuille d'imposition. Une intrusion déplacée, qui ne viserait qu'à vérifier la domiciliation fiscale, afin de savoir si le paiement des frais de mission est bien justifié...

Le feuilleton remporte un certain succès : 25 épisodes supplémentaires ont été demandés.

21 fictions sont prévues en 2019.

A rajouter des fictions numériques (2 prévues en tournage à Bordeaux). Elles sont pour l'instant destinées à NoA, la TV de Nouvelle-Aquitaine diffusée depuis septembre sur les Box et les FAI. On

ne sait pas si elles seront diffusées ailleurs, un N° zéro va être tourné en début d'année. La direction ne sait pas exactement où elle va, ni dire à quel(s) supports ces webséries sont destinées. Elle parle d'une expérimentation, nous parlons surtout d'un laboratoire... L'auteure du projet est monteuse en prod à Bordeaux.

-Le plan prévisionnel de formation 2019 du Réseau France 3 a été reporté :

Les élus déplorent l'indigence des documents que la DRH a fournis : 8 pages de principes généraux, sans aucune déclinaison concrète, aucun chiffre... Elle essaie de court-circuiter le CSE réseau concernant le plan de formation, préférant réserver cet exercice au seul CSE central dont les élus ont, eux, reçu un document de 190 pages.

Pas très rassurant au moment où l'on apprend que l'Université FTV risque d'être amputée d'1/5^e de son budget...

Elus et syndicats rédigent une résolution (adoptée à l'unanimité) demandant des documents beaucoup plus complets et une consultation du CSE Réseau sur le plan de formation.

-Plans d'action suite aux alertes RPS à France3 Bretagne et à F3 Caen :

En Bretagne, une situation difficile, et qui s'est enkystée, car malgré l'alerte donnée formellement par les anciennes instances depuis 1 an ½... la direction n'a quasiment rien fait, selon les élus concernés par ce dossier. Contrairement à Caen, où cela s'est mieux passé. Suite des discussions sur ce sujet au prochain CSE.

La réunion se termine (trop) tard, avec à peine 1/3 des élus, les autres ayant été obligés de reprendre leur train...

Prochaine réunion du CSE les 18 et 19 décembre à Paris.

Vos élus et représentants SNJ au CSE Réseau :

Muriel Demguilhem, Philippe Bard, Cécile Descubes, Gilles Bernard

PJ : cliquer lien : [Protéger les journalistes : une urgence absolue !](#)